COMMISSION D'ENQUETE ASSEMBLEE NATIONALE 17 SEPTEMBRE 2020

Exposé liminaire

La pandémie est venue percuter un secteur en très grave difficulté depuis plus de 10 ans sans que rien ne soit fait pour y remédier alors que la situation est parfaitement connue de tous.

- Les présidents de la République qui se sont succédé depuis plus de 10 ans ont multiplié les consultations lesquelles ont abouti à des rapports depuis empilés dans les placards.
- La grande consultation grand Age n'a pas conduit à un meilleur résultat. Dominique Libault l'a d'ailleurs dit dans un article du journal le Monde.
- Nous voulons croire que la mise en place du 5^{ème} risque et l'adoption de la loi Autonomie aboutiront cette fois ! Mais le peu d'informations sur leurs financements suscitent des doutes.
- Dans cette crise la démocratie médicosociale comme sanitaire a été bafouée.
- Nous en avons hélas la triste habitude en de nombreux lieux. L'urgence ne justifie pas tout. Une situation aussi grave doit s'accompagner de mesures concertées et acceptables par toutes les parties concernées gages du meilleur résultat.
- Ne faisons pas croire que le risque zéro est possible. Toute décision doit être pesée en fonction du bénéfice risque.
- La latitude d'appréciation a conduit à des pratiques inacceptables dans plusieurs établissements.
- Des signalements de familles nous sont remontés dans des établissements privés sur plusieurs lieux du territoire.
- Comment admettre que les personnes âgées et leurs familles résidant dans des EHPAD commerciaux n'aient pas été mieux considérés et accompagnés eu égard aux prix de journées qu'ils supportent. Les bons résultats financiers des groupes privés gestionnaires de ces établissements ne profitent pas à eux mais à des actionnaires tout à fait éloignés et peu préoccupés du vécu quotidien de ces établissements.
- Les établissements gérés par les associations ont aussi des pratiques discutables (comme à l'EHPAD de la Rosemontoise dans le territoire de Belfort ou encore le Manoir du Verger à Véretz en Indre et Loire par exemple)
- Le secteur public n'est pas davantage un modèle. Les EHPAD gérés par la Ville de Paris ne sont pas des modèles de concertation. Opposant une fin de non-recevoir en période « calme », ils n'ont pas été plus ouverts et communicants dans la situation présente.
- Personnes âgées, familles sont responsables et vivent mal d'être ainsi niées et infantilisées
- Dans la foulée, les établissements ont dû faire face à la canicule. Ils ont géré au mieux malgré l'épuisement des personnels et la fragilité accrue des résidents.
- Des équipes qui sont à bout. Aucune amélioration de leurs conditions de travail n'est intervenue. Elles pourraient ne pas tenir si le contexte actuel s'aggrave.
- Nous avons le sentiment que les ARS trop centralisées ont manqué de réactivité. Les DDASS avaient un pouvoir de décision que les délégations départementales des ARS n'ont pas. Les effectifs de ces services sont tendus et sur divers territoires les postes d'inspecteur ne sont pas tous pourvus.

La situation du domicile est gravement dégradée sans que là aussi des mesures ne soient prises. Dans cette crise, les services d'aide à domicile ont été abandonnés à eux-mêmes. Sans protections, la peur au ventre, ils ont fait face malgré les soins suspendus (cabinets médicaux fermés, cabinet de kinés fermés) à l'inquiétude parfois agressive des personnes qu'ils accompagnent. Sans le dévouement total des aides à domicile et le soutien des conseils départementaux, qui avec difficulté se sont procuré des protections, ils n'auraient pas pu tenir. Les municipalités et les centres communaux d'action sociale ont accompagné le mieux possible.

L'hôpital a été contraint de libérer des lits en urgence. Ainsi des personnes âgées qui auraient normalement dû être accueillies en soins de suite ont été envoyées en EHPAD sans recherche de consentement et sans savoir ce que leur couterait l'établissement sans aussi s'assurer que l'EHPAD ait les moyens de les accueillir dignement comme il se doit. D'autres ont été renvoyés à domicile sans information préalable des services à domicile sur le motif de leur hospitalisation ni le temps nécessaire à la mise en place concertée de l'accompagnement avec tous les intervenants.

La liaison EHPAD hôpital n'a pas bien fonctionné. Les résidents n'ont pas été souvent considérés prioritaires. Est-il normal de ne pas créer des unités de médecine aigue gériatrique.

Il a souvent été dit qu'il fallait s'appuyer sur la médecine de ville. Mais que fait-on dans les déserts médicaux où même certains établissement n'ont plus de médecin coordonnateur. Que fait-on quand les cabinets médicaux ferment. Que fait-on quand la couverture numérique ne permet pas les téléconsultations ?

La fin de vie de nombreux résidents n'a pas été dignement accompagnée. Pas un proche pour tenir la main, pas la possibilité de voir une dernière fois l'être aimé.

Les directives anticipées n'ont souvent pas été respectées. Ainsi les pompes funèbres nous ont indiqué que des mises en bière avaient été effectuées dans des cercueils non adaptés à l'incinération alors que la volonté d'être incinéré était écrite. Le traumatisme des familles est énorme.

Les vieux ne sont perçus que comme une charge. La discrimination à leur égard est permanente et ne choque plus. Il est temps de redonner sa place à la vieillesse dans notre société. Les vieux au cours de leur vie active ont apporté à la Nation, ont contribué (quoi de plus normal) aux efforts économiques et sociaux ayant profité à tous.

Cette génération de vieux née avant et pendant la guerre a participé à la reconstruction et à l'essor de notre pays. Certains ont été les derniers soldats appelés ayant fait la guerre d'Algérie. Ils ont attendu longtemps la reconnaissance. Les baby-boomers sont nombreux. Doivent ils en être punis parce que nés au moment où il était normal de redonner vie au Pays .

Si cette crise et sa longue litanie quotidienne de décès pouvait au moins amener cette fois un vrai débat de société ne se limitant pas au tout économique ou l'humain retrouverait sa place, ou les services publics indispensables (ils le montrent en ce moment) seraient enfin considérés.